



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

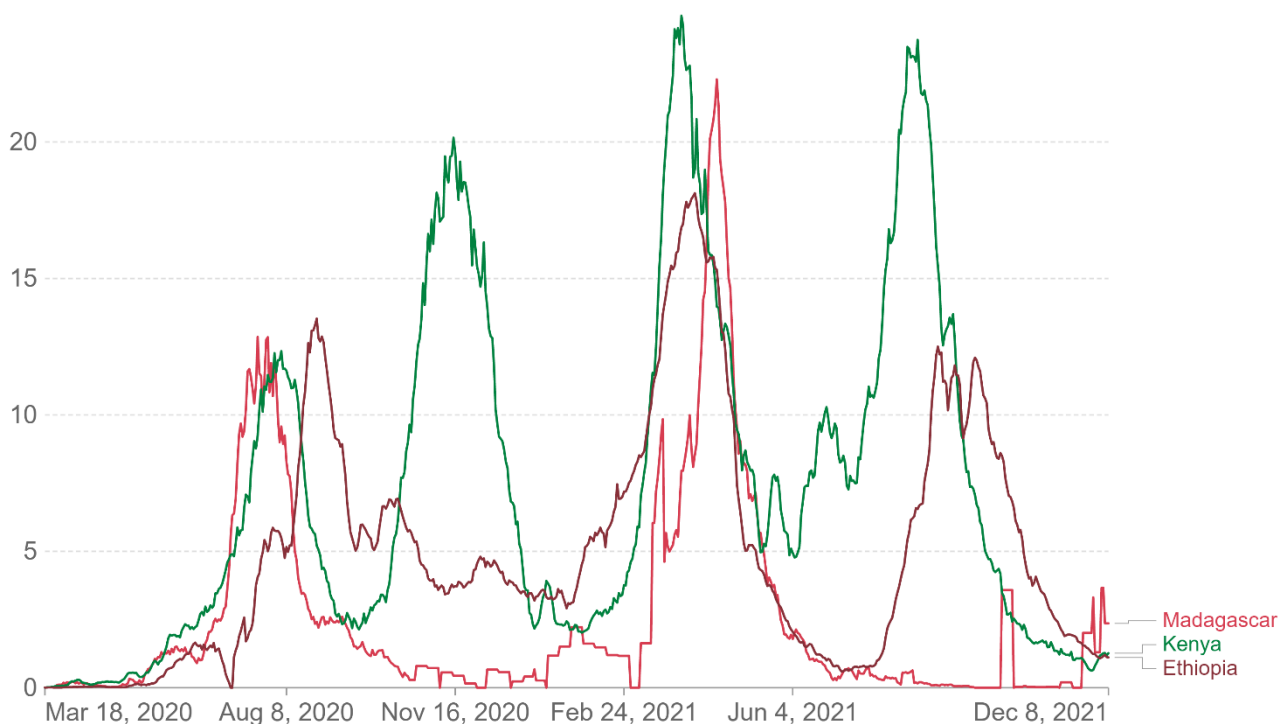
07 décembre 2021

Evolution de la situation sanitaire

Daily new confirmed COVID-19 cases per million people

7-day rolling average. Due to limited testing, the number of confirmed cases is lower than the true number of infections.

Our World
in Data



Source: Johns Hopkins University CSSE COVID-19 Data

CC BY

❖ La Chine annonce 10 Mds USD d'investissements en Afrique d'ici 2024

La 8^{ème} édition du Forum sur la Coopération Chine-Afrique (FOCAC) s'est déroulée du 28 au 30 novembre au Sénégal, réunissant les 55 Etats membres de l'Union africaine et les autorités chinoises en vidéo-conférence. À l'issue de ce sommet triannuel, le Président chinois a annoncé que 10 Mds USD seraient investis en Afrique d'ici 2024 afin de soutenir le secteur privé, en particulier les PME. Premier créancier bilatéral du continent, la Chine a également annoncé une exonération de la dette contractée sous forme de prêts sans intérêt par les pays les moins avancés. Une série de projets de coopération a été présentée parmi lesquels des projets prioritaires dans le domaine du numérique et du satellite.

❖ L'eau au cœur de la nouvelle stratégie 2021-2025 de la BAD

Le 17 novembre, le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAD) a approuvé le nouveau document stratégique relatif aux enjeux d'approvisionnement en eau. Intitulé « Vers la sécurité de l'eau en Afrique », il vise à accroître la disponibilité des ressources afin de favoriser un développement socio-économique durable sur le continent. Quatre axes d'intervention prioritaires sont définis à cet effet : i) une gestion intégrée et durable des ressources, ii) un approvisionnement en eau durable et résilient, iii) la disponibilité des ressources pour la production alimentaire et iv) la production d'énergie. Aligné avec les objectifs de développement durable, ce nouveau document doit par ailleurs permettre la mise en œuvre de la politique de l'eau adoptée par la BAD en juin dernier.

❖ Burundi

Le niveau des recettes fiscales est prometteur selon l'Office Burundais des Recettes

Lors des 5 premiers mois de l'exercice 2021-2022 (du 1^{er} juillet au 30 novembre 2021), les recettes fiscales ont atteint 530,35 Mds BIF, soit 44,4% des objectifs pour l'exercice en cours selon l'Office burundais des Recettes

(OBR). Entre 2009 (date de création de l'OBR) et 2021, les recettes ont enregistré une performance de 383,94 % (passant de 301,21 Mds BIF à 1 156,44 Mds BIF) mais leur collecte reste confrontée à de nombreux défis tels que l'informatisation de la gestion des taxes, la corruption, la fraude ou encore la prépondérance du secteur informel dans l'économie burundaise.

Comores

Pas de brèves cette semaine.

Djibouti

Pas de brèves cette semaine.

Erythrée

Pas de brèves cette semaine.

Ethiopie

Importation de médicaments par la centrale d'achat du gouvernement

L'Agence d'approvisionnement en produits pharmaceutiques (EPSA) a importé des médicaments d'une valeur de plus de 1,24 Md ETB (26 MUSD) pour combler l'écart entre la demande et l'offre de produits pharmaceutiques. Malgré un fort taux de croissance annuel (15%), le secteur pharmaceutique demeure fortement tributaire des importations. Ainsi, d'après l'*Ethiopian Investment Commission*, près de 30 producteurs nationaux fournissent moins de 20% du marché de 1 Md USD. Néanmoins, l'EPSA, qui représente 90% du marché en Éthiopie, donne un accès préférentiel aux sociétés pharmaceutiques locales et offre un paiement anticipé jusqu'à 30% de la valeur des commandes, avec une préférence de prix de 25%.

Kenya

Le gouvernement encadre les prêts mobiles avec le vote du *CBK act*

Le *CBK act*, nouvelle loi signée par le Président le 7 décembre, protège désormais les emprunteurs Kenyans en confiant à la Banque Centrale (CBK) le contrôle des taux d'intérêt des prêts numériques mobiles et en interdisant le partage des données personnelles des mauvais payeurs. Cette loi régule désormais l'activité des « prêteurs digitaux », qui ont émergé avec l'essor d'applications mobiles facilitant les transferts d'argent (*M-pesa*, *Airtel Money*). Ces prêteurs seraient à l'origine de 4 Mds KSH de prêts avant la crise sanitaire (montant qui aurait baissé de moitié selon la *Digital Lenders Association of Kenya*) et proposent des prêts dont les taux d'intérêt varient entre 7% et 36% (contre 12% en moyenne pour les banques kényanes). Désormais, ils devront attendre l'approbation de la banque centrale pour la tarification des prêts et d'autres produits financiers, et seront ainsi soumis aux mêmes règles que les banques centrales. Cette loi permettra également de limiter les abus commis par les prêteurs tels que le manque de transparence sur les taux, le partage des données personnelles ou encore l'exercice de pression (physique et morale) en cas de retard ou de non remboursement des prêts.

Madagascar

La Société Financière Internationale présente le diagnostic du secteur privé de Madagascar

La Société financière internationale (SFI) a présenté le 7 décembre son diagnostic du secteur privé malgache dans le contexte de la crise sanitaire, en présence de plusieurs ministres malgaches. Elle recommande le renforcement de la compétitivité dans l'agro-industrie, le tourisme, le numérique et le textile pour permettre une reprise économique du pays. Les

conditions pour la réaliser sont notamment un environnement favorable aux affaires, des réformes juridiques visant l'harmonisation du cadre des investissements, l'approbation de la loi sur les titres de la propriété privée et l'amélioration de la capacité institutionnelle à mettre en œuvre diverses réformes.

La KfW finance la protection de la biodiversité malgache pour 45,7 MEUR

La banque de développement allemande (KfW) et le ministère de l'économie et des finances malgache ont signé le 6 décembre des accords de financement pour la protection de la biodiversité malgache pour 45,7 MEUR. Elle consiste en une subvention en faveur de la Fondation pour les aires protégées et la biodiversité de Madagascar (FAPBM) pour l'année 2021. Elle vise : i) le renforcement des moyens pour faire face aux menaces pesant sur les aires protégées ; ii) le financement d'initiatives de gestion durable des ressources naturelles et d'activités génératrices de revenus ; iii) la sécurisation du fonctionnement du réseau de *Madagascar National Parks* (MNP) et des nouvelles aires protégées (NAP).

Maurice

Pas de brèves cette semaine.

Ouganda

Signature par le Parlement ougandais du projet de construction d'un oléoduc

Le Parlement ougandais vient d'adopter le projet de loi concernant la construction d'un oléoduc de pétrole brut pour l'Afrique de l'Est (EACOP pour *East African Crude Oil Pipeline*). Après la

signature prévue prochainement par le Président Museveni, le pays devrait pouvoir extraire les premiers barils en 2025. Le projet de loi, qui a également été adopté en août 2021 par le Parlement tanzanien, vise la construction d'un oléoduc de 1 443 km reliant Hoima (Ouest de l'Ouganda) au port de Tanga (Tanzanie) et mobilise deux partenaires associés à ce projet : Total Energies (62 %) et la société chinoise CNOOC (8 %). Le coût du projet s'élève à un total de 3,5 Mds USD mais fait face à quelques difficultés de financement (le besoin de financement de l'Ouganda est estimé à 293 MUSD).

Rwanda

Augmentation des niveaux de dettes privées et publiques

Selon le ministère de l'Économie et des Finances, les nouveaux prêts accordés entre les mois de janvier et d'octobre ont augmenté de 17,3 % par rapport à la même période en 2020 (date à laquelle leur croissance était de 9,2 %). Cette hausse a été en majorité portée par les secteurs des transports, de l'industrie, de la communication et par les crédits accordés aux ménages, ce qui pourrait être considéré comme un signe de reprise économique mais qui pourrait à terme peser sur le niveau des prix (le pays ayant connu en octobre 2021 une déflation de 3,3 %, son niveau le plus bas depuis 2018).

La dette publique a quant à elle augmenté de 75,6 % (contre 71,3 % en 2020) et devrait atteindre 76,6 % en 2022. Cette augmentation s'expliquerait majoritairement par une hausse de la dette externe liée à un emprunt à taux bas permettant de rembourser une partie de l'Eurobond de 340 MUSD acquis en 2013.

Seychelles

Pas de brèves cette semaine.

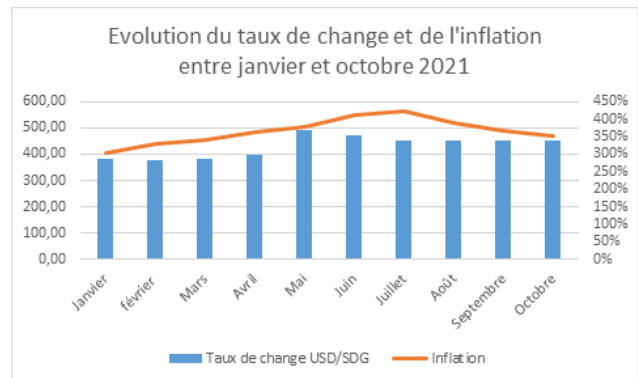
Somalie

Pas de brèves cette semaine.

Soudan

Nomination de secrétaires généraux dans 21 ministères

Dans l'attente de la formation du nouveau gouvernement, le Premier ministre (PM) Hamdouk a annoncé le 1er décembre la nomination de secrétaires généraux dans 21 ministères sur un total de 26. Ceux-ci sont désormais chargés d'assurer l'intérim des ministres. 4 ministères n'ont toujours pas de secrétaire général nommé par le PM : défense, intérieur, gouvernance fédérale et finances. Malgré ce climat très incertain, la baisse de l'inflation se poursuit pour le troisième mois consécutif, enregistrant une performance de 351% en octobre par rapport à 366% en septembre et 388% en août, après un pic de 422% en juillet. Par ailleurs, la Banque centrale continue sa politique de stabilisation du taux de change à travers des ventes régulières de devises au bénéfice des importateurs. Ainsi, la 15^{ème} vente de devises a été organisée le 7 décembre : sur les 50 MUSD mis aux enchères, 7,5 MUSD ont trouvé acquéreur, signe d'une faible appétence des importateurs sur un marché déprimé suite aux aléas liés à l'ouverture des ports de Port Soudan. Comme le montre le tableau ci-dessous, la valeur du SDG se maintient par rapport au dollar :



Soudan du Sud

Pas de brèves cette semaine.

Tanzanie

Après l'Afrique du Sud, l'Inde annonce à son tour l'accès au marché pour les avocats de Tanzanie

Le 30 novembre 2021, l'Organisation nationale pour la protection des végétaux Indien a décidé d'ouvrir son marché pour la première fois aux avocats produits en Tanzanie. Cette décision a été rendue possible grâce à la mise en place de pratiques de gestion des risques sanitaires par les producteurs tanzaniens, regroupés au sein de coopératives exportatrices. En 2019, la Tanzanie a exporté 9 000 tonnes d'avocats pour une valeur totale de 12 MUSD vers l'Europe, l'Afrique et l'Asie. Mi-novembre, l'Afrique du Sud avait annoncé ouvrir son marché aux avocats de Tanzanie.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA

suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

annie.biro@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international